

Questions à Emmanuel **KABENGELE MPINGA**

Candidat au poste de Rapporteur spécial
des Nations Unies sur le droit qu'a toute
personne de jouir du meilleur état de santé
physique et mentale possible

Candidate to the Position of United Nations
Special Rapporteur on the Right of Everyone
to the Enjoyment of the Highest Attainable
Standard of Physical and Mental Health

Emmanuel Kabengele Mpinga est chercheur et professeur en santé et droits de l'Homme à la Faculté de Médecine de l'Université de Genève. Soutenu par de nombreuses ONG actives dans le domaine de la défense des droits humains, il revient sur les raisons qui l'ont motivé à postuler au poste de rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible.

Emmanuel Kabengele Mpinga is a researcher and professor of health and human rights at the University of Geneva Faculty of Medicine. Supported by numerous NGOs that actively defend human rights, he explains what motivated him to apply for the position of UN Special Rapporteur on the Right of Everyone to the Enjoyment of the Highest Attainable Standard of Physical and Mental Health



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Qu'est-ce qui vous pousse à briguer un poste de rapporteur spécial auprès des Nations Unies? Quelles sont vos motivations?

Mes motivations sont nombreuses. En premier lieu, je mentionnerais mon intérêt de longue date pour le domaine de la santé, de la préservation des droits humains et du maintien de la paix et de la sécurité. Beaucoup trop de populations, tout autour du globe, sont condamnées à une situation précaire. Aux urgences sanitaires, telles que l'accès aux soins ou l'endiguement de grandes épidémies, se mêlent des problématiques, tant au niveau des individus que des Etats chargés de les administrer. Pour ces derniers, la préservation de la santé des populations est intimement liée à des enjeux de gestion publique, comme la gestion de la faim, de la violence ou des conflits. En agissant dans le domaine de la santé, on touche ainsi à de nombreuses problématiques connexes pour lesquelles les Nations Unies ont déjà prouvé leur utilité. Je crois fermement à la grande mission de maintien de la paix des Nations Unies, à la préservation des plus faibles. Il s'agit d'une valeur essentielle que je partage entièrement. Enfin, j'ai reçu le soutien d'un grand nombre d'ONG et d'associations internationales avec lesquelles je travaille depuis de nombreuses années. Toutes ces raisons m'ont convaincu de poser ma candidature.

Que représente pour vous la fonction de rapporteur spécial?

Pour moi, il s'agit de tout sauf d'un rôle de fonctionnaire. Cette fonction est celle d'un expert indépendant chargé de rendre compte, sur place, d'une situation problématique. Ce rôle implique non seulement d'évaluer une situation, mais surtout de formuler des recommandations afin de l'améliorer. Il ne suffit pas de jouer au donneur de leçons, le rapporteur spécial doit agir en concertation et en coopération avec les représentants des Etats concernés et tous les autres acteurs qui agissent en faveur de la prévention des violations des droits humains. Pour moi, cette fonction représente l'étape logique et naturelle de mon parcours professionnel et personnel, tant les valeurs de justice, d'égalité, d'humanisme qui sont au cœur du système de protection des droits de l'Homme sont aussi les miennes.

Votre histoire personnelle montre que vous n'étiez pas forcément destiné à devenir un expert dans le domaine de la santé...

Je suis un enfant d'un camp de réfugiés. Né trois mois après l'indépendance de la République Démocratique du Congo (RDC), je me suis retrouvé avec mes parents dans le premier camp des Nations Unies mis en place à Elisabethville (Lubumbashi), durant le conflit armé lié à la sécession katangaise. Ce camp abritait les populations menacées par l'armée de Moïse Tshombé. De ce camp, je me suis retrouvé à émigrer très jeune au Zaïre, où j'ai débuté ma scolarité au centre du pays. J'ai eu la chance que d'autres n'ont pas eue. J'ai pu rencontrer des personnes formidables au cours de ma vie, qui m'ont tenu la main et qui m'ont permis de grandir. Parfois, je me demande comment j'ai eu ce parcours. Aujourd'hui, j'ai le sentiment qu'il s'est constitué brique après brique, que tout s'est mis en place petit à petit, de façon logique. Comme vous le constatez, j'ai une longue histoire avec les Nations Unies. Ses casques bleus m'ont sauvé la vie. Il est temps que je renvoie l'ascenseur!

Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à vous spécialiser, très tôt, sur le fonctionnement des systèmes de santé nationaux en Afrique et dans d'autres régions du monde?

Une de mes premières missions professionnelles m'a amené à travailler comme chef de service en planification et évaluation des soins de santé primaires auprès du Ministère de la santé, à Kinshasa. Cette mission m'a conduit tout naturellement aux droits humains, puisque ceux-ci constituent le cadre par excellence qui permet d'assurer la santé des individus. Après avoir agi au niveau local et national, j'ai entamé ma carrière de chercheur et d'enseignant universitaire. Cette fonction m'a permis d'agir à une autre échelle, supranationale. J'ai toujours été convaincu que ce changement d'échelle, partant du local vers l'international, me permettrait d'agir de manière plus directe et plus efficace sur les problématiques de la santé.

Vos premiers sujets d'études ont été consacrés au système de santé zaïrois et aux droits économiques et sociaux au Congo. Quel regard

What inspired you to apply for the position of UN Special Rapporteur? What motivated you?

A number of things motivated me. First, I would mention my long-standing interest in health, the protection of human rights and maintenance of peace and security. Too many people across the globe are forced to live in precarious conditions. Health crises, such as access to medical treatment or containment of major epidemics are fraught with other problems, both for individuals and the government officials responsible for handling them. For the latter, maintaining the health of their citizens is closely linked to dealing with such public management challenges as hunger, violence or conflict. By being actively involved in the health field, we can have a real impact on related problems where the United Nations has already proved effective. I am a strong believer in the mission of the United Nations to maintain peace and protect the defenceless. This is a core value we share. Finally, I have received support from a great number of the NGOs and international organisations with which I've been working for many years. All these values and concerns motivated me to apply for this position.

What does being a Special Rapporteur mean to you?

It means so much more to me than just the status of being a UN official. This role of an Independent Expert is to be responsible for providing a firsthand account of a problematic situation, which means not only assessing the situation, but making recommendations to improve it as well. Simply taking the moral high ground will not do, as the Special Rapporteur must work in concert and in cooperation with the relevant governmental representatives and all other advocates who intervene to prevent human rights violations. This position is the logical and natural next step in my professional and personal life path, since the core values of the human rights protection system – justice, equality and humanism – are also my own.

Your personal history didn't necessarily dictate that you become an expert in the health field...

As a child, I lived in a refugee camp. Born just three months after the Democratic Republic of Congo (DRC) gained independence, my parents and I ended up in the first camp set up by the United Nations in Elisabethville (Lubumbashi), during the armed conflict associated with the Katanga secession. This camp sheltered the people whose lives were threatened by Moïse Tshombé's army. At a very young age, I emigrated from this camp to central Zaire where my education began. I was much more fortunate than others. Throughout my life, I was afforded the opportunity to meet some wonderful people who took me by the hand and helped me grow. At times, I even wonder how my life took such a path. Looking back on it today, though, I believe that it was built brick by brick and that everything came together little by little in an orderly fashion. Clearly, I have a long history with the United Nations. Their peacekeeping forces actually saved my life. Now it's time for me to give something back!

What were your reasons for specialising very early on in national healthcare systems operations in Africa and other parts of the world?

One of my first professional ambitions motivated me to accept a job as head of the primary healthcare planning and assessment department with the Ministry of Health in Kinshasa. My responsibilities at this job quite naturally impacted human rights, as they are the very framework within which I could protect the health of individuals. After having worked both at the local and national level, I then began my career as a researcher and professor. This position gave me an opportunity to get involved at yet another, supranational, level. I always believed that this change in scope from local to international would enable me to have a more direct and effective impact on health-oriented problems.

Your early research was devoted to Zaire's healthcare system and economic and social rights in the Congo. What is your perspective on any progress African society has made along those lines over the past few decades?

As a person of Congolese origin, I've noticed these last few decades

«La préservation des plus faibles est ma priorité, tout comme les Nations Unies»

posez-vous sur l'évolution de la société africaine, sur ces aspects, au cours des dernières décennies?

En tant que Congolais d'origine, je remarque que l'on a assisté, ces dernières années, à une reconnaissance de nombreux instruments juridiques qui sont désormais au service des Etats africains et de leur population. C'est un progrès que l'on doit noter. A l'inverse, la situation concrète des populations, en termes de prévention et d'accès au soin, n'a pas évolué. En RDC, par exemple, beaucoup de personnes défavorisées ne peuvent tout simplement pas bénéficier de soins primaires, alors que les individus aisés préfèrent aller se faire soigner en Afrique du Sud. Je rappelle qu'avant l'indépendance du Congo, les Sud-Africains riches se faisaient soigner au Congo belge! Malgré la création d'un nouvel hôpital à Kinshasa, les barrières financières et géographiques demeurent trop importantes pour une grande partie de la population congolaise. Selon des observateurs des Nations Unies et d'ONG sur place, la situation est préoccupante.

Vous mettez en exergue le fait que le problème de la santé va bien au-delà de l'accès aux soins, mais pose le problème de l'inégalité dans son ensemble...

La santé nécessite une approche globale, qui n'est pas réductible au seul réseau de soins. Pour moi, il s'agit avant tout d'un problème de gouvernance nationale et de priorité au sein d'une politique étatique. Face à des ressources financières limitées, où faut-il focaliser les efforts? Dans un système hospitalier? Dans la prévention? Quel que soit le choix qui est opéré, il est nécessaire de pouvoir compter avec de nombreuses ressources humaines, des personnes bien formées et présentes sur l'ensemble d'un territoire national, pas seulement dans les centres urbains. Cela suppose une réflexion en termes de formation, de planification hospitalière, de relève des personnes ayant une fonction de cadre, et surtout de collaboration entre tous les acteurs qui œuvrent sur le terrain. Tout ceci exige une réelle volonté politique. En Suisse, la santé, avec le chômage, figure en tête des préoccupations des populations. Au Congo, la santé reste à la traîne dans les priorités du gouvernement. En réalité, la santé touche au cœur même de la gouvernance des pouvoirs locaux. Il est donc nécessaire de travailler avec ces pouvoirs pour tenter d'influer sur la réalité.

Vous partagez donc la vision des instances onusiennes, en particulier l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour laquelle la thématique de la santé intègre des composantes telles que les inégalités, la fragilité des populations, les conflits internationaux ou encore l'éducation?

Totalement. La santé est à la fois la condition et la résultante de toutes les politiques sociales. Si l'on veut une économie florissante, il faut une population jeune et en bonne santé. On doit considérer l'ensemble de la pyramide démographique et des classes sociales.

Qu'est-ce qui, dans votre profil, vous a préparé à la fonction de rapporteur spécial?

Le premier élément réside dans ma connaissance des systèmes de santé des pays du sud comme du nord. Cette expertise est capitale. J'ai beaucoup voyagé non seulement en Afrique mais aussi en Amérique latine et en Europe, en traitant des questions aussi diverses que l'accès à l'alimentation, les violences ou encore des questions de genre, comme les mutilations féminines. Dans le cadre des Nations Unies, j'ai déjà beaucoup exercé mes compétences de négociation, comme en Guinée-Bissau où je suis intervenu par deux fois pour le compte des Nations Unies, et en Côte d'Ivoire. En travaillant en collaboration avec les autorités locales, j'ai réussi à développer des projets concrets. La connaissance du terrain est un atout. Lorsque vous étudiez le taux de mortalité d'un pays, il faut être au clair sur la réalité socioculturelle qu'il recouvre. Dans certains pays, le recensement démographique n'est tout simplement plus réalisé depuis vingt ans ou les données sont de très mauvaise qualité. Là encore, mon profil de chercheur peut se révéler un formidable atout, comme mes contributions auprès du Comité des droits de l'enfant.

Vous définissez-vous comme un homme de réseau?

Sans nul doute. Quand vous œuvrez dans le domaine des droits de

that there are numerous recognised legal instruments now benefiting African governments and their citizens. So, definite progress has been made. Conversely, the reality for the people, in terms of prevention and access to medical treatment, has not changed. In the DRC, for example, many of the disadvantaged simply do not have access to primary healthcare, while the well-off have a choice and travel to South Africa for medical treatment. Before the Congolese independence, I can even remember a time when South African wealthy citizens obtained medical treatment in the Belgian Congo! Although there's a new hospital in Kinshasa, the financial and geographical barriers are still too great for a large part of the Congolese population. According to area United Nations and NGO monitors, this is cause for concern.

You stress the fact that the healthcare problem goes well beyond access to medical treatment and that it's really a problem of inequality across-the-board...

Healthcare requires a comprehensive approach, which can hardly be reduced to the healthcare system alone. In my opinion, it is principally a national governance problem that has to do with the priorities of government policy. In the face of limited financial resources, where should efforts be focused? On a hospital system? On prevention? Whatever the case may be, there must be significant human resources and well-trained people available throughout an entire nation, not just in urban centres. This requires forethought in terms of training, hospital planning, senior management replacement and, in particular, open cooperation among all the stakeholders involved. It also requires

real political commitment. In Switzerland, both healthcare and unemployment are at the forefront of people's concerns. In the Congo, healthcare figures are low on the list of government priorities. In reality, it is very much at the heart of governance for

local authorities. Consequently, there is a real need to work with these authorities in an attempt to influence reality.

So, you share the vision of all the United Nations agencies, the World Health Organization (WHO) in particular, which integrate factors such as inequality, vulnerable populations and international conflict or even education into the question of healthcare?

Wholeheartedly. Healthcare is both a condition and result of all social policy. If a flourishing economy is the desired outcome, the people living in it must be young and in good health. The entire population pyramid and all social classes must be taken into account.

What past experience prepared you for the position of Special Rapporteur?

First, I believe it's my knowledge of the healthcare systems in both the southern and northern hemispheres. This particular expertise is vital. Not only have I been all over Africa, I have also travelled quite extensively throughout Latin America and Europe, dealing with matters as diverse as food access and violence, or even gender issues such as female mutilation. Within a United Nations context, I have already put my negotiation skills to good use in the Ivory Coast and in Guinea-Bissau where I intervened twice on behalf of the UN. Working in collaboration with local authorities, I was able to successfully develop some solid plans. My extensive regional knowledge is definitely an asset. When you analyse the mortality rate of a country, you must have a clear understanding of its underlying socio-cultural reality. In some countries, there has simply not been any census taken or the data available are of very poor quality. Here again, both my background as a researcher and contributions to the UN Committee on the Rights of the Child may indeed prove to be valuable assets.

Would you define yourself as a networker?

Without a doubt. When you work in a humanitarian and human rights related field, you have to build strong relationships with many different parties, including non-governmental organisations. This is one of the reasons why numerous NGOs, both in Latin America and Europe, are endorsing my application. I have developed professional networks within the scientific and technical community as well, both working and publishing with Australians, Americans, Canadians, South Africans and Swiss associates, for example. The work of promoting human

l'Homme et de l'humanitaire, vous êtes obligé de tisser des liens privilégiés avec de nombreux acteurs, comme les organisations non gouvernementales. C'est aussi une des raisons pour lesquelles de nombreuses ONG, tant en Amérique latine qu'en Europe, soutiennent ma candidature. J'ai aussi développé mes réseaux dans les milieux scientifiques et techniques, en travaillant et publiant par exemple aussi bien avec des Australiens, des Américains, des Canadiens, des Sud-Africains et des Suisses. Le travail au service des droits de l'Homme rend obligatoire une forme de solidarité. Face à des défis aussi importants, il faut savoir demander de l'aide et s'appuyer sur les autres.

Vous cumulez le profil de chercheur et d'enseignant et celui d'activiste dans le domaine de la santé et des droits humains. Vous êtes par exemple, depuis 1997, membre d'un groupe de travail sur les droits humains et l'économie au sein de la branche suisse d'Amnesty International. Pourquoi cette part de votre activité est-elle importante pour vous?

Je suis effectivement engagé personnellement dans de nombreuses associations et groupements internationaux. Cette contribution est extrêmement importante pour moi. Mais je reste un scientifique avant tout. Aujourd'hui, la compréhension du fonctionnement de l'économie mais aussi la contribution de ce secteur à la protection et à la promotion des droits de l'Homme constituent des éléments clés de toutes activités dans ce domaine.

Dans votre lettre de candidature au poste que vous briguez, vous vous référez au travail de deux figures de la défense des droits humains, Paul Hunt et Anand Grover. Que représentent pour vous ces deux personnalités?

Ce sont des collègues pour lesquels j'ai énormément de respect, tant pour leur parcours que pour le travail qu'ils ont accompli. Paul Hunt a la chance et la malchance à la fois d'avoir été le premier rapporteur spécial pour la santé. Il ne disposait alors d'aucune référence préalable; tout était à faire. Il a par exemple beaucoup contribué à la mise sur pied d'indicateurs liés au domaine de la santé. Anand Grover a pour sa part apporté une contribution majeure à l'accès aux trithérapies pour les personnes touchées par le VIH, ou au rapport entre santé et situations de conflit. Si je peux apporter ma contribution en tant que rapporteur spécial, j'ai la préoccupation de poursuivre le travail entrepris.

Si vous êtes retenu pour le poste de rapporteur spécial, quelles priorités seront les vôtres? Que pensez-vous apporter à ce poste?

Je m'engage tout d'abord à respecter le cadre qui m'est confié, avec en perspective les objectifs du millénaire et l'agenda post-2015. En premier lieu, j'aspire à travailler sur les systèmes d'informations sanitaires et sociales car les indicateurs de santé sont des outils indispensables pour la prise de décision. Sans eux, on ne peut qu'œuvrer en aveugle. Ensuite, je souhaite me focaliser sur le renforcement des systèmes de santé nationaux, avec une question fondamentale: comment utiliser les moyens à disposition pour obtenir davantage de résultats? Cet axe passe nécessairement par une meilleure coopération avec les institutions nationales de protection de droits de l'Homme. Je considère qu'il est également important de prendre en considération d'autres affections endémiques que connaissent tous les pays du monde aujourd'hui, comme les maladies non infectieuses telles que le cancer. D'autres chevaux de bataille, comme le droit des personnes en situation de handicap – dans la plus large acception de ce terme – me tiennent aussi à cœur. Un autre domaine tout aussi essentiel est celui des déterminants sociaux de la santé face auxquels une collaboration avec les autres rapporteurs spéciaux concernés (sur le logement, l'alimentation, l'éducation) est souhaitée. D'une manière générale, je mettrai l'accent sur toutes les formes de discrimination qui empêchent des individus de jouir de leurs droits fondamentaux et de contribuer à la prospérité de leur pays. Mettre des personnes à l'écart, c'est priver la société de leurs compétences. Travailler sur le front des droits de l'Homme, c'est avant tout avoir de l'amour pour l'être humain.

rights makes solidarity mandatory. When facing significant challenges such as these, we must be able to ask others for assistance and rely on them.

You are both a researcher and a professor, as well as an activist in the health and human rights field. For instance, you have been a member of a working group on human rights and the economy with the Swiss branch of Amnesty International since 1997. Why is this part of your work important to you?

I am indeed personally committed to contributing to a number of associations and international groups and that is extremely important to me. However, I am a scientist above all else. Understanding how the economy works today and the impact of the healthcare sector on protecting and promoting human rights is one of the key elements of all my endeavours in this field.

In your letter of application for the Special Rapporteur position, you refer to the work of two prominent figures involved in defending human rights, Paul Hunt and Anand Grover. What do these two people mean to you?

They are colleagues for whom I have enormous respect, as much for the lives they've led as for the work they've accomplished. Paul Hunt had both the fortune and misfortune to have been the first Special Rapporteur on the right to health. There was no prior frame of reference available to him at the time and he had to do it all from scratch. One example of his major contributions was establishing indicators for the health field. Likewise, Anand Grover played a major role in providing people with HIV access to triple drug therapy and in establishing the connection between health and conflict situations. My contributions as a Special Rapporteur would involve pursuing the work already undertaken.

If you're selected for the Special Rapporteur position, what will your priorities be? What could you bring to this position?

Initially, I would make a commitment to fulfil the mandate with which I've been entrusted, in view of the Millenium Development Goals and Post-2015 Development Agenda for the future. My first objective would be to work on health and social information systems, as health indicators are vital tools for the decision-making process. Without them, we could only feel our way blindly. Then, I would like to focus on strengthening national healthcare systems, based on the fundamental question of how we can utilise available resources to achieve better results. This endeavour would require greater cooperation with national human rights institutions. It is my belief that taking other endemic, non-infectious yet internationally prevalent diseases like cancer into account is also critical. Other key issues, such as the rights of people with disabilities – in the broadest sense of the term – are also quite important to me. Another equally vital area is social determinants of health, which would require collaboration with the other Special Rapporteurs concerned (on housing, food and education). Generally speaking, I will focus on all forms of discrimination that prevent people from enjoying their fundamental human rights and from contributing to the prosperity of their countries. Brushing people aside deprives society of their skills. Working on the frontline of human rights is very much my way of showing compassion for my fellow human beings.

Interview by University of Geneva
Copyright free text